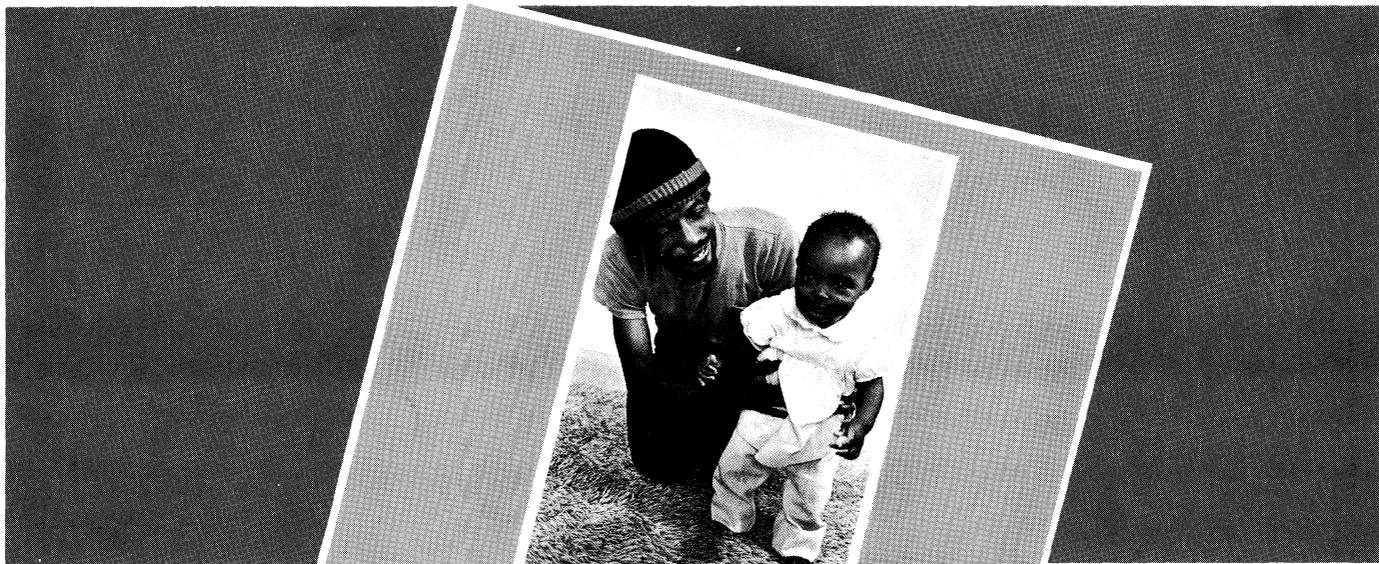


En Attendant Le Jour «J» du féminisme à la manque

Micheline Carrier



Lynn Murray

Waiting for Feminism

Micheline Carrier's article, outlines her thoughts on the distance that exists between some feminists' theory and their practice, especially in their own relationships and in their own families. For Micheline, women can't wait for the new day of feminism to dawn. We must start here and now to fight against our own oppression in our relationships with our husbands, lovers, daughters, and sons.

Il existe un grand nombre de femmes insatisfaites de leur sort. Certaines s'en plaignent à leur voisine, d'autres se taisent. Toutes appellent de leurs vœux le jour où hommes et femmes chemineront en harmonie dans une égale liberté. Combien d'entre elles posent les actes nécessaires pour atteindre cette fin? Par habitude, la plupart se résignent et attendent le jour 'J' comme s'il devait venir par miracle, sans qu'elles lèvent le petit doigt. Les actions collectives pour améliorer la condition des femmes n'auront jamais le succès escompté sans une prise de conscience et une action individuelles. Nous pourrions y arriver sans éclat, mais redresser la tête nous semble parfois de l'héroïsme. Nous redoutons par-dessus tout de ne plus être la 'féminité' incarnée.

Nous rêvons toutes d'un partage équitable des tâches familiales mais nous entretenons assidûment nos hommes et nos fils dans la dépendance domestique. Ils finissent par croire et nous faire croire qu'ils sont nés pour être servis et nous pour les servir. Ne pouvons-nous pas laisser nos fils faire leur lit eux-mêmes et cesser d'encourager nos filles à servir leurs frères sous prétexte que ces derniers ont eu une longue journée à l'école ou au travail? Nos filles, elles, seraient donc comme leur mère: jamais fatiguées et sans aucun besoin de loisirs? A qui fera-t-on croire, en outre, qu'un homme est incapable de faire son lunch, de placer son couvert dans le lave-vaisselle ou de nettoyer le bain quand il s'en est servi?

Un beau jour, lassés de tout faire pour autrui, peut-être exigerons-nous un peu de collaboration. Nous rencontrerons de la résistance voire même de l'ingratitude de la part de ceux que nous avons fidèlement servis. Nous abandonnerons facile-

ment la partie. Il suffira que l'on mette en doute nos qualités de 'reine du foyer' pour que nous nous retrouvions l'âme chavirée. Nous nous sentirons coupables de ne plus être cette femme 'douce, gentille et soumise' du jour de notre mariage, et nous craindrons que l'on ne nous aime plus. Le chantage aura commencé et peu d'entre nous y résisteront. D'un coup, c'est notre 'féminité' qui sera mise en cause parce que nous avons toujours pensé que féminité rimait avec servante dévouée. Si nous nous avisons, alors, de nous interroger sur le fil auquel tiennent l'affection et l'amour qu'on nous voue en tant que responsables du foyer, peut-être notre insécurité grandirait-elle. Soyons honnêtes: ne préférons-nous pas acheter la paix et endurer notre sort?

Nous nous taisons. Nous ravalons, nous accumulons les frustrations jusqu'au désabusement et, pour nous justifier, nous finissons par nous convaincre qu'il n'y a rien à faire. A quoi bon? Il y a parmi nous trop de dames 'A quoi bon' qui souffrent de certaines situations dont elles ont au moins une part de responsabilité: celle de se laisser faire. L'inertie et l'aphasie qui les frappent au sein de la famille se prolongent dans tous les domaines.

Par exemple, la publicité télévisée nous présente comme de vraies écervelées, au bord du désespoir à cause d'un four en-crassé ou d'une coiffure défaite. Ou bien, elle nous range parmi les savons, les vinaigrettes et les autos. C'est connu, nous sommes des biens de consommation. Qui nous empêche de protester auprès des publicitaires et des chaînes de télévision? Les manuels scolaires enseignent à nos garçons à conquérir et à dominer le monde, et à nos filles à s'y soumettre et à servir. Les femmes en parlent, en parlent et en parlent de ces fameux stéréotypes qu'elles propagent d'ailleurs elles-mêmes au foyer. C'est peut-être pourquoi elles n'exigent pas une action vigoureuse des enseignants, des commissions scolaires et du ministère de l'Éducation.

Certains maris consacrent des sommes pharamineuses à leurs parties de chasse—des sommes qui dépassent largement le montant récupéré par l'exemption de personne mariée, ce cadeau aux 'chefs de famille' que vient d'accroître M. Parizeau. Les épouses, elles, gardent la maison et se taisent. Il faut croire qu'elles sont satisfaites de leur sort. Pas étonnant

que les femmes entonnent en chœur le refrain qu'on leur souffle à l'oreille ('pas d'argent'), quand leurs gouvernements consacrent des sommes importantes aux fêtes, nationales ou autres, à la promotion d'athlètes (mâles, de préférence) et à la défense 'appréhendue' du pays. Ces mêmes femmes sont étrangement silencieuses quand les mêmes gouvernements refusent toute subvention à des organismes qui veulent corriger les injustices faites aux femmes dans la société. Les femmes, on le sait, ont une longue habitude de la résignation et elles ont fini par croire que c'était leur lot.

Dans ces conditions, avant de lancer la pierre à 'l'homme oppresseur', nous devrions faire un sérieux examen de conscience. Depuis quand recevons-nous des droits sur un plateau d'argent, sans les prendre ou les demander? Qu'attendons-nous pour changer nous-mêmes ce que nous considérons des inégalités, des injustices? Notre passivité déteint sur toute notre vie quotidienne.

Quand nous allons à l'épicerie et devons nous faire violence pour résister à notre bambine qui s'empare de toute friandise à sa portée, est-ce vraiment un acte d'héroïsme de suggérer au marchand de placer ses friandises ailleurs qu'à proximité du comptoir-caisse où nous attendons notre tour? Si nous abandonnons notre sport favori parce qu'il

déplaît à notre ami (ou à notre mari) de nous voir 'voler en solo', un soir ou deux, ne fabriquons-nous nos propres chaînes? Dans quelques années, nous serons peut-être de celles qui réclament le droit de disposer d'elles-mêmes. Avant d'en arriver là, il serait préférable d'apprendre maintenant à nous gouverner.

Plusieurs d'entre nous portent fièrement la bannière féministe et, dans leur vie quotidienne, elles cultivent le sexisme, elles sont les principales propagandistes de modèles traditionnels de femmes soumises, passives, servantes, et elles semblent attendre un quelconque libérateur. Dans ces conditions, comment veut-on que s'améliore la situation des femmes? Nous avons beau nous réunir en associations provinciales pour en parler, nos comportements nous trahissent et témoignent d'un féminisme à la manque. Ne soyons pas si étonnées que nos interlocuteurs nous écoutent d'une oreille distraite: ils ne nous prennent tout simplement pas au sérieux.

Pour préparer le jour 'J' dont nous rêvons, il nous faut briser le mur de nos silences et en payer le prix par des actes individuels. Manquerions-nous de courage ou tenons-nous secrètement à conserver l'héritage 'féminin' de la résignation?

La Femme et les mouvements féministes

Michèle Miville Blanchard

Women and Women's Movements

In February 1976 the Action Group for Working Women was founded in Montréal, funded by a grant from the Federal Department of Manpower (sic) and Immigration. The group functioned for two years, helping women with difficulties in entering the job market. Then, in March 1978, the government cut off all funding, saying that the aims of the group did not coincide with those of the government. The federal government, however, later subsidized another, similar group. In this article entitled 'Women and the Feminist Movement', Michèle Miville Blanchard attempts to draw the lessons of this experience. She asserts that 'to accept a government grant . . . is to sell out . . . to get sucked into the status quo'. For the author, we must rely on ourselves, in all senses, financially and otherwise, to win our struggles.

On peut être féministe et lucide. A mon avis c'est un manque de maturité que de jouer à l'autruche avec nos problèmes internes, nos difficultés d'organisation, nos divergences d'opinion, sans compter qu'une telle attitude est une sorte de prime à l'incompétence. Je ne dis pas qu'il faut crier sur tous les toits nos désaccords, mais avoir le courage de les nommer entre nous, ne serait-ce que pour y apporter une solution et cela afin de progresser sur le chemin de notre libération. En somme je me sens solidaire de toutes les femmes et cela aussi bien dans leur force que dans leur faiblesse, et j'allais dire surtout dans leur faiblesse.

Divorcée, mère de deux enfants, marginale par rapport au marché de travail, j'ai d'abord recherché et adhéré à des mouvements féministes dans un geste de désespoir. J'ai vite réalisé que la lutte pour la libération de la femme était au-dessus de toutes querelles ou linguistiques ou politiques ou ethniques ou idéologiques. Il n'y a pas de femmes ou anglophones ou noires ou

immigrantes ou fédéralistes ou péquistes ou marxistes, il y a 'la femme' tout court dont on abuse sous tous les cieux, et tous les climats. Je me fous à quelle enseigne on lutte pour la libération de la femme, tant et si longtemps que l'enseigne ne prime pas sur l'objet même de la lutte, i.e. l'épanouissement de la femme. En somme, pour moi la libération de la femme est plus importante que le marxisme en soi ou la souveraineté-association. Quand nous aurons atteint nos objectifs essentiels, nous pourrions nous permettre le luxe de subtiles divisions idéologiques dans les modalités. Dans cet esprit, c'est Action-Travail des femmes qui est le plus près de mon objectif.

La femme vit plus longtemps que l'homme, tout l'actuariat le sait. Aussi, dire que les femmes forment au moins la moitié de la population, c'est une lapalissade. C'est donc, pleines d'espoir, qu'en février 1975 trois Montréalaises fondent Action-Travail des femmes avec l'aide du gouvernement fédéral sous le parapluie du programme d'extension de lutte contre le chômage du Ministère du travail et de l'immigration.

Le but immédiat d'Action-Travail des femmes est d'aider surtout celles qui éprouvent des difficultés d'adaptation au marché du travail, à cause de leur âge, de leurs responsabilités familiales ou de leur inexpérience, en somme les laissées pour compte du système.

Tout n'alla pas pour le mieux dans le meilleur des mondes mais le gouvernement par l'intermédiaire du Centre de la main-d'oeuvre continua de les subventionner jusqu'en mars 1978. Puis c'est la guillotine: en haut lieu on découvre soudain que les buts d'Action-Travail des femmes ne coïncident plus avec ceux du gouvernement. Ou le gouvernement a raison et on a gaspillé pendant deux ans des subventions, ou Action-Travail des femmes a raison et les prétextes évoqués pour les en priver sont fallacieux.